



## PERSPECTIVES

## Le grand bouleversement



GIL COURTEMANCHE

**R**eportons-nous il y a 40 ans dans Grant Park, à Chicago, où se déroule la convention démocrate qui doit choisir le successeur de Lyndon Johnson qui a démissionné quelques mois auparavant.

L'année 1968 est une des plus tragiques de l'histoire moderne de ce pays. Au printemps, Martin Luther King est assassiné, des émeutes éclatent un peu partout dans les ghettos noirs. Favori des jeunes et des Noirs, Robert Kennedy est assassiné lui aussi, l'armée américaine s'embourbe au Vietnam et les campus américains se mobilisent contre la guerre. C'est dans ce contexte que se déroule la convention démocrate et que s'installent dans Grant Park des dizaines de milliers de «peaceniks» qui soutiennent la candidature du progressiste et pacifiste Eugene McCarthy.

Le maire de Chicago, Richard Daley est un homme corrompu qui contrôle l'appareil démocrate et qui appuie, comme l'establishment du parti, Hubert Humphrey. Il ordonne à la police et à la Garde nationale de vider Grant Park et de chasser tous les manifestants de la ville. La charge sera d'une violence inouïe, même des journalistes célèbres comme Dan Rather et Mike Wallace sont brutalisés. En novembre, Richard Nixon défait facilement Humphrey, et depuis, sauf durant 12 ans, la présidence échappera aux démocrates. En 1968, les démocrates s'appuient sur le sud raciste, les ouvriers blancs et la minorité noire. Durant les années qui suivront, cette coalition s'effondrera. Avec Reagan, le sud devient républicain. Les ouvriers votent Bush en 2000 et encore plus après le 11-Septembre. Les Noirs, traumatisés par la mort de King et par le peu de progrès dans leur situation cessent de s'enregistrer et se retirent de la vie politique. Les jeunes qui appuyaient majoritairement les démocrates se réfugient dans le cynisme politique et cessent de s'intéresser à la politique. Avec Reagan, s'installe la doctrine du laissez-faire et de la dérégulation. Le mot «gouvernement» devient un mot maudit et péjoratif même pour les démocrates.

Mardi dernier, des dizaines de milliers de jeunes, de Noirs et de travailleurs syndiqués célébraient la victoire d'Obama dans ce parc emblématique qui incarne tant de blessures américaines. Cela ressemblait à la célébration d'une guérison miraculeuse. Que s'est-il passé?

Premièrement, les Américains ont voté (un taux de participation record) et, inspirés par le charisme d'Obama et la cassure symbolique que représente l'élection d'un Noir, les démocrates ont réussi à mettre sur pied une nouvelle coalition. Deuxième facteur: il y a eu la crise financière qui a fait comprendre à bien des Américains que la Bible néolibérale ne les avait pas menés au ciel, mais en enfer.

Parlons de cette nouvelle coalition. Ce sont les jeunes d'abord qui ont vu dans le jeune sénateur l'occasion de mettre derrière eux un passé honteux, ainsi que la possibilité de se désengager plus rapidement de cette nouvelle guerre du Vietnam qu'est l'Irak. Jamais dans l'histoire américaine, ils n'ont voté aussi massivement. Les Noirs aussi, qui ne s'enregistraient plus, qui ne votaient plus. Ils ne pouvaient rater une telle occasion. Les latinos et les électeurs d'origine asiatique, qui avaient favorisé Hillary Clinton, ont rapidement compris, crise aidant, qu'ils étaient plus démocrates que partisans de Clinton. Et puis, il y a dans ce vote le symbole de la fin de la génération de la guerre froide. Dans la Petite Havane de Miami, la communauté cubaine qui votait toujours républicain s'est scindée: les vieux anti-Castro ont voté McCain et les jeunes ont voté pour Obama. On peut donc affirmer qu'on assiste à un changement générationnel aux États-Unis et à un réalignement profond du paysage politique.

La crise, maintenant. L'Ohio est le genre d'État qui est profondément touché par la crise économique américaine. C'est le pays du charbon, des aciéries, de l'industrie manufacturière. État de cols bleus conservateurs blancs, il avait fait un triomphe à Hillary Clinton. Ces gens votaient Bush car ils sont de ceux (une majorité d'Américains) qui ont cru depuis Reagan que le gouvernement était l'ennemi des citoyens et aussi de la croissance économique. Ils furent les premiers à vivre concrètement, avec les détenteurs d'hypothèques bidon, la crise financière et le ralentissement économique. Ils ont regardé avec effroi la faillite de Sherrey-Lehman, les turbulences chez les grands prêteurs hypothécaires, la chute vertigineuse de Wall Street. Puis ils ont constaté abasourdis que seul le gouvernement, que seul le gouvernement dans l'orientation de l'économie pouvait sauver le pays de la faillite. Ils ont accepté rapidement, parce que même les banquiers le disaient, que le système financier ne pouvait continuer à fonctionner selon les règles du laissez-faire.

Ce qui empêchait ces ouvriers de voter démocrate, c'est qu'ils croyaient, comme on le disait depuis Reagan, que les démocrates étaient des «liberal big spenders». Et voilà qu'un gouvernement républicain et conservateur injecte 700 milliards dans le système financier et nationalise partiellement des banques et des compagnies d'assurance. L'anathème auquel on vouait les démocrates était levé par ceux même qui l'avaient créé. Les ouvriers de l'Ohio ont cessé d'avoir peur des démocrates. Et c'est peut-être là le bouleversement le plus profond qui s'est produit durant cette campagne électorale. La réhabilitation de la notion de gouvernement comme garant du bien commun et aussi la prise de conscience que la politique est autre chose qu'un jeu de pouvoir, mais une partie essentielle de la santé d'une société.



MATT SULLIVAN REUTERS

Les partisans d'Obama ont célébré la victoire avec émotion mardi, à Columbus en Ohio.

Course à la direction des socialistes français

## Ségolène Royal crée la surprise et Delanoë perd des plumes

CHRISTIAN RIOUX

Paris — L'ancienne candidate socialiste était donnée pour morte depuis son échec à l'élection présidentielle. La voilà pourtant qui arrive en tête du vote qui s'est déroulé dans la nuit de jeudi à hier en préparation du congrès du parti qui se tiendra du 14 au 16 novembre à Reims. Invités à voter sur six motions, 29 % des militants socialistes se sont prononcés en faveur de celle présentée par Ségolène Royal, alors que les sondages semblaient favoriser Bertrand Delanoë qui n'arrive que second, avec 25 % des voix. Le maire de Paris est dans un mouchoir de poche avec la troisième motion soutenue par son homologue de Lille, Martine Aubry.

A une semaine du congrès qui doit choisir le successeur de François Hollande au secrétariat général du parti, ce vote est considéré comme une surprise pour Ségolène Royal et un revers pour Bertrand Delanoë qui était porté par les sondages de popularité et avait notamment reçu l'appui du secrétaire général sortant, François Hollande. Après avoir suscité l'enthousiasme, la campagne de Bertrand Delanoë a connu un creux ces dernières semaines, ce qui rendait les résultats du vote très difficiles à prévoir. Même à Paris, il n'obtient que 38 % des voix. Plébiscitée comme candidate du parti il y a plus d'un an, Ségolène Royal avait quant à elle gardé le soutien de quelques grandes fédérations socialistes comme celle des Bouches-du-Rhône. Mais sa chute dans les sondages de popularité laissait augurer du pire.

«Je n'ai jamais vu un candidat à la présidence de la république faire moins de 30 % au congrès suivant»

François Hollande et Lionel Jospin. Pour ajouter à la confusion, les socialistes n'ont toujours pas décidé si leur prochain secrétaire général serait aussi le prochain candidat socialiste à la présidence. Voyant ses chances de l'emporter diminuer, Ségolène Royal avait affirmé, il y a plusieurs semaines qu'elle mettait sa candidature au poste de secrétaire générale «au frigidaire».

Si ne résout pas le problème, le vote assure une place prépondérante à l'équipe de Ségolène Royal dans la direction du parti. Suivant la tradition, c'est elle qui devrait mener les négociations qui conduiront à la nomination du prochain secrétaire. «Le résultat du vote me donne une légitimité», a déclaré la présidente de la région Poitou-Charentes sur France Inter. «Il va falloir que le vote [des militants] soit respecté», a-t-elle ajouté.

L'actuel premier secrétaire du parti, François Hollande, qui soutient Bertrand Delanoë, ne semble pas de cet avis. La victoire de Ségolène Royal «ne lui permet pas d'être majoritaire dans le Parti socialiste», a-t-il déclaré. «Ce n'est pas le scénario le plus simple pour le PS», ajoute-t-il. Selon lui, «le problème, ce n'est pas cet ordre d'arrivée, c'est comment on donne au parti [...] une majorité stable capable de le conduire». Hollande a demandé aux tenants des quatre motions principales de «chercher ensemble les voies d'un rassemblement» afin d'éviter que le parti connaisse «des jours difficiles».

Répliquant directement à François Hollande, Ségolène Royal a estimé que «si la politique était simple ça se saurait». Même si sa candidature n'est «pas un préalable», elle s'est engagée à «mettre en mouvement la cohésion et l'unité des socialistes». Hier, Ségolène Royal ne faisait pas de sa candidature une condition sine qua non. Pour tenter de dénouer la crise, on s'attendait à ce qu'elle propose plutôt un de ses proches au poste de secrétaire général. Le nom de l'ancien porte-parole de Ségolène Royal, Vincent Peillon, est le plus souvent cité. Il est aussi question de François Rebsamen, lui aussi partisan de l'ex-candidate.

Le jeu des alliances

Les tractations qui vont s'amorcer seront difficiles. «Je n'ai jamais vu un candidat à la présidence de la république faire moins de 30 % au congrès suivant», a dé-



ALAIN JOCARD AFP

À une semaine du congrès socialiste, Ségolène Royal a créé la surprise.



PATRICK KOVARIK AFP

Bertrand Delanoë jeudi après avoir voté sur une motion en prévision du congrès de Reims.

claré Henri Emmanuelli partisan de la motion d'extrême gauche de Benoît Hamon. Déjà, Bertrand Delanoë a laissé entendre qu'il n'était pas question pour lui de s'allier avec Ségolène Royal, qu'il ne juge pas suffisamment à gauche. «Le Parti socialiste, dit-il, doit être un vrai parti de militants, fidèle à son histoire, ouvert sur la société et suffisamment fort pour s'imposer comme le pôle central d'un rassemblement de toutes les forces progressistes [...]». Cela exclut toute perspective d'alliance avec un parti qui ne s'assumerait pas clairement de gauche. On se rappellera que, lors de la dernière campagne, Ségolène Royal avait envisagé une alliance avec les centristes du Modem dirigé par François Bayrou.

Selon l'éditorialiste du quotidien *Le Monde*, c'est le maire de Paris et François Hollande qui sont les principaux perdants de ce scrutin. «En plaçant M. Delanoë nettement derrière, les militants du PS ont

marqué leur défiance vis-à-vis de l'appareil et des grands élus», écrit le quotidien. Ils ont voulu s'affranchir de jeux stériles et datés reflétant une pratique ancienne de la politique.

Dans le camp de Martine Aubry, on était sous le choc. Jamais une telle situation ne s'était produite depuis le congrès de Rennes en 1990. La mairesse de Lille a proposé une réunion d'urgence. Les militants socialistes souhaitent évidemment que les responsables des principales motions arrivent à s'entendre avant le congrès du 14 novembre afin de leur éviter de s'étriper en public. Cela ne devrait pas se faire sans heurts. Après le congrès, le secrétaire général du parti sera finalement élu au suffrage universel des militants le 20 novembre. Mais ce vote ne devrait plus être qu'une formalité.

Correspondant du Devoir à Paris

Le conflit qui oppose la Thaïlande et le Cambodge

## Un temple à cheval sur la frontière

ARNAUD DUBUS

Thanom Saïveo empesté l'alcool. Son thaï est mêlé de mots khmers et laos au point d'être parfois incompréhensible. A travers les champs boueux et les barbelés, ce paysan nous guide jusqu'à un meilleur point de vue sur le temple de Preah Vihear, cet ancien site hindouiste construit au sommet des monts Dangrek par le roi khmer Suryavarman I<sup>er</sup>, au XI<sup>e</sup> siècle. «Vous voyez là-bas, sur la crête, c'est le temple. Il y a deux parties», éructe le villageois. On distingue un vague relief sous la brume qui contraste avec les courbes de la montagne. «Et, là-bas, ça doit être le Cambodge.»

En effet, c'est le Cambodge, si on se réfère à la décision de la Cour internationale de justice de La Haye qui, en 1962, a attribué à Phnom Penh le temple de Preah Vihear, sur la base d'une carte établie par la France en 1907, quand le Cambodge était un protectorat français. Malgré cet arrêt, l'ancien temple khmer, situé sur la frontière avec la Thaïlande, reste l'objet d'une amère discorde entre les deux pays. La Thaïlande avait accepté l'arrêt de 1962 sous la pression des États-Unis, qui se préparaient à s'engager dans la guerre du Vietnam et voulaient éviter d'attiser les tensions entre Bangkok, leur principal allié de la région, et le Cambodge, alors plus ou moins neutre sous le leadership flamboyant et imprévisible du prince Sihanouk.

Guerre

En juillet, quand l'Unesco a accepté la requête de Phnom Penh de faire inscrire le temple sur la liste du patrimoine mondial, les tensions ont resurgi. Plusieurs incidents armés ont eu lieu entre militaires

cambodgiens et thaïlandais dans une «zone contestée» près du temple, revendiquée par les deux pays. Bilan du dernier heurt, en octobre: deux morts, une vingtaine de blessés et la résurgence d'un nationalisme enflammé des deux côtés.

Les villages thaïlandais proches de la zone contestée vivent aujourd'hui dans l'angoisse d'une nouvelle flambée de violence. À Chameng, à quatre kilomètres du lieu du dernier accrochage, Namfon Saree, une timide villageoise ne cache pas son angoisse. «C'est comme la guerre. J'ai peur parce que je n'ai jamais vécu ce genre d'événements. Je voudrais que cette situation confuse s'arrête parce que, quand ils tirent avec les gros canons, les paysans doivent s'enfuir, se réfugier ailleurs», dit-elle.

Dans la ville frontalière de Kantharalak, la querelle sur Preah Vihear est devenue un sujet quotidien de discussion. Les habitants sont attachés au temple qui, à certaines époques, était sous le contrôle de la Thaïlande. «Nous devons accepter le jugement de la Cour internationale de justice», dit Sukchada Reungrit, propriétaire d'une superette à Kantharalak. Mais si vous me demandez si nous sommes tristes, bien sûr nous le sommes. Parce que le temple a été découvert par les Thaïlandais qui ont toujours pensé que Preah Vihear leur appartenait.»

Saccage

Au-delà de la politique, le temple revêt un intérêt historique majeur. Le site n'a pas d'équivalent dans l'ex-empire khmer qui couvrait le Cambodge, la Thaïlande, le Laos et une partie du Vietnam actuels. «Le site est unique parmi tous les monuments du Cambodge ancien», selon l'archéologue Pierre Pichard, membre

de l'École française d'Extrême-Orient et expert en architecture khmère. Preah Vihear est situé sur la pointe extrême des monts Dangrek. L'implantation des bâtiments et du sanctuaire est liée au relief. Derrière le sanctuaire, s'ouvre une falaise très profonde de plus de 200 mètres, d'où l'on domine la plaine du Cambodge.»

Cette controverse sur le temple s'inscrit dans le contexte plus large des relations complexes entre les deux voisins. En 2003, une remarque, attribuée par la presse cambodgienne à une actrice thaïlandaise qui aurait dit — avant que cela soit démenti — que le très touristique temple d'Angkor Vat, pourtant à l'intérieur du pays, appartenait à Bangkok, a provoqué le sacage de l'ambassade de Thaïlande à Phnom Penh.

De leurs côtés, de nombreux Thaïlandais ont du mal à accepter qu'une partie de leur culture ait été influencée par la civilisation khmère. «L'influence du Cambodge ancien est évidente. Mais nous ne reconnaissons pas ce fait. Les Cambodgiens sont pauvres et leur pays a été ravagé par la guerre. Les Thaïlandais, aujourd'hui, ne peuvent pas accepter que leurs voisins aient une grande culture comme Angkor Vat», avance Puantong Pawakpan, de l'université Chulalongkorn, à Bangkok.

Ce contexte complique la résolution du conflit sur le temple et ses terrains environnants. La France n'est peut-être pas la meilleure des médiatrices car l'élite thaïlandaise reste toujours méfiante envers l'ex-puissance coloniale dans la région. Selon Pierre Pichard, une solution consisterait à faire de Preah Vihear une «zone franche culturelle».

Libération

## PERSPECTIVES

Les relations canado-américaines

## Le Canada dans la file d'attente

Ottawa devra faire comprendre à Washington l'importance de son voisin

Chaque fois qu'un nouveau président américain arrive à la Maison-Blanche, la même question se pose au Canada. Quel genre de relation les deux gouvernements adopteront-ils? Le Canada pourrait-il faire valoir ses intérêts à Washington? L'élection du démocrate Barack Obama à la présidence des États-Unis a relancé le débat et le verdict est clair. Ottawa devra mettre les bouchées doubles pour ne pas passer inaperçu.

MANON CORNELIER

J eudi, le bureau du premier ministre Stephen Harper était tout fier de faire savoir qu'il avait eu une conversation téléphonique avec le président élu Barack Obama. Aux dires de son personnel, les deux hommes avaient «insisté sur le fait qu'il ne peut y avoir plus proches amis et alliés» et souhaité «maintenir et renforcer cette solide relation».

Belles paroles, mais Louis Bélanger, spécialiste des relations canado-américaines à l'Université Laval, ne se fait pas d'illusions. «Les relations canado-américaines ne sont pas du tout une priorité de la nouvelle administration américaine. Il faudra attendre en ligne et prendre un numéro. La simple logique froide des faits et des intérêts ne permet pas d'espérer une première place», affirme-t-il.

«Le plus grand défi du Canada sera de réussir à occuper une place de choix dans l'ordre de priorité de Washington, car on fera la file en ces temps de difficultés économiques. Le président élu a hérité de tellement de problèmes qu'il aura aisément la tête ailleurs», renchérit Allan Gotlieb, ambassadeur du Canada aux États-Unis de 1981 à 1989 et observateur averti de la scène politique américaine.

Louis Bélanger s'attend à des années difficiles car le Canada, qui est préoccupé avant tout par son accès au marché américain et aux problèmes à la frontière, fera face à des États-Unis «centrés sur eux-mêmes et davantage animés, surtout au Congrès, d'un sentiment protectionniste».

Il faut donc que le premier ministre établisse et maintienne le contact rapidement avec son vis-à-vis, recommande M. Gotlieb, et fasse «comprendre que le Canada est le plus important partenaire des États-Unis sur le plan économique et de la sécurité».

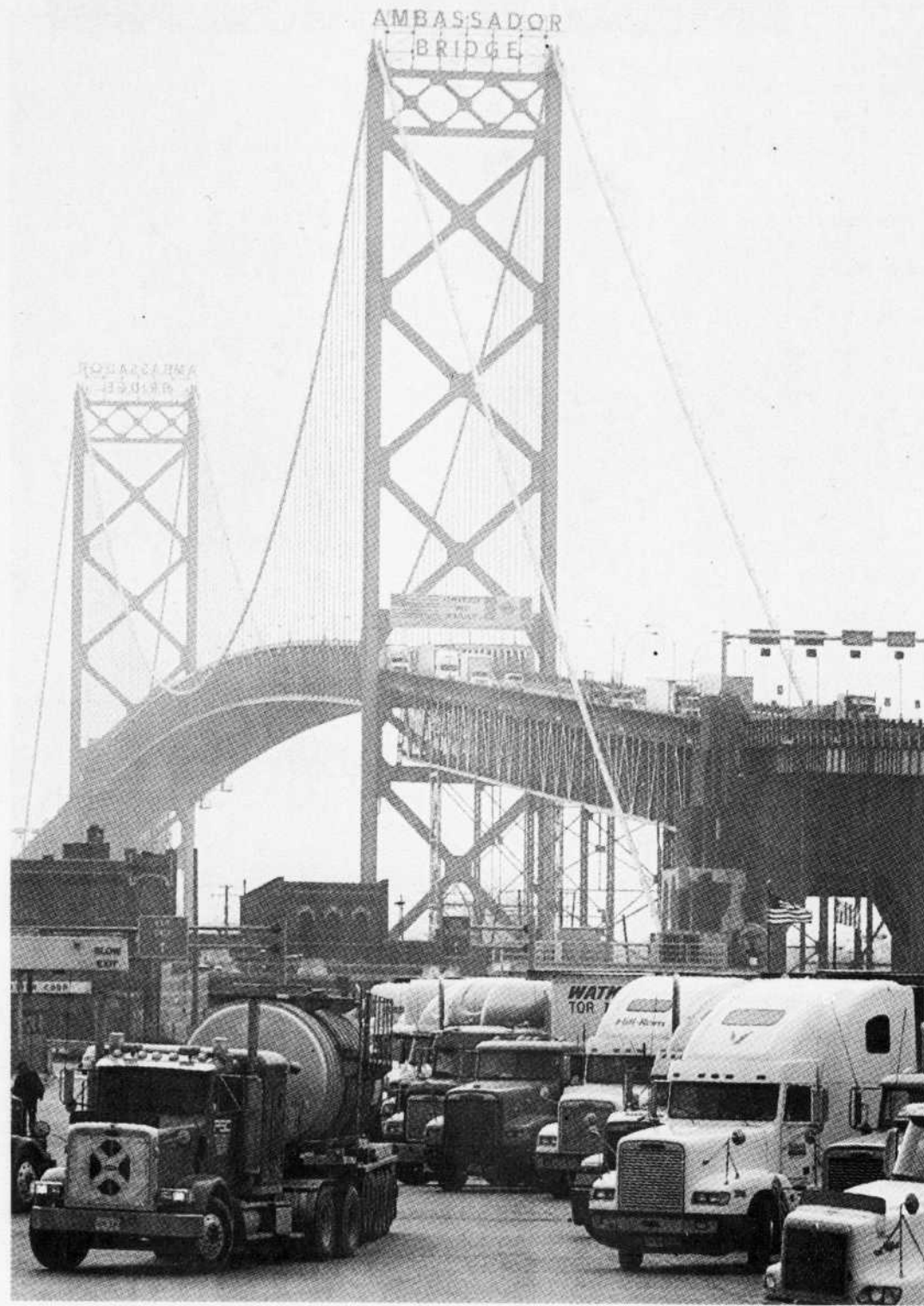
En fait, note Roland Paris, de l'Université d'Ottawa, le Canada doit prendre les devants. «Historiquement, chaque fois qu'un grand projet a été mis de l'avant entre le Canada et les États-Unis, c'est le Canada qui l'a poussé.»

## L'ALENA

Parler de relations bilatérales mène inévitablement à parler de l'Accord de libre-échange nord-américain, que Barack Obama a dit à maintes reprises vouloir renégocier, du moins en partie. Tiendra-t-il parole? Les avis divergent. Roland Paris en doute, mais craint que le reste du dossier commercial souffre de paralysie.

Louis Bélanger est un de ceux qui croient que le sujet sera soulevé. Il reviendra au Canada de gérer le dossier avec doigté pour limiter les discussions aux normes du travail et environnementales. «Mais le plus frustrant pour le Canada est que cela exigera énormément de travail pour simplement maintenir le statu quo, alors qu'il voudrait faire des progrès sur nombre de questions, en particulier la fluidité des échanges aux frontières.»

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a un argument tout prêt. «L'entente qui a été signée entre les partenaires est une entente extrême-



Le pont Ambassador qui relie Windsor à Detroit symbolise parfaitement l'intégration économique du Canada et des États-Unis.

ment bénéfique à la fois pour le Canada et les États-Unis. C'est une entente qui est mutuellement bénéfique», dit-il en entrevue. Et Ottawa compte le rappeler à Washington.

Selon Allan Gotlieb, l'ALENA est effectivement un atout dans le jeu canadien car cet accord offre aux Américains des garanties en matière d'approvisionnement énergétique. Rouvrir l'entente, c'est mettre ça en péril. «Je crois que même l'administration américaine voudra s'en tenir à des discussions sur les normes environnementales et de travail car ce n'est pas

«L'entente qui a été signée entre les partenaires est une entente extrêmement bénéfique à la fois pour le Canada et les États-Unis»

dans l'intérêt national des États-Unis de rouvrir l'accord.»

Dans ce contexte, la relation qui s'établira entre les deux chefs de gouvernement est importante, croit Stéphane Roussel, titulaire de la Chaire de recherche en politiques étrangères et de défense canadiennes à l'UQAM. «Si la chimie adéquate s'installe, cela peut contribuer à dénouer des impasses ou relancer des discussions importantes. C'est un facteur important pour le ton de la relation.»

Mais jusqu'où s'approcher? Tout dépend de qui occupe le siège de président et de la perception que les Canadiens en ont, explique Roland Paris. «Le point d'équilibre est mouvant. George W. Bush était si impopulaire qu'il n'y avait pas beaucoup de sympathie pour la co-

opération. Obama est tellement populaire que c'est l'inverse.»

## Voir plus large

Le défi posé au Canada par l'arrivée d'Obama ne se limite pas à la relation bilatérale entre les deux pays, mais affecte le reste de la politique étrangère canadienne.

En matière d'environnement, par exemple, la stratégie canadienne qui était de s'allier aux pays opposés au protocole de Kyoto se retrouve remise en question avec l'arrivée d'Obama. Le gouvernement Harper a d'ailleurs pris tout de suite les devants en disant vouloir adopter une approche nord-américaine en matière de lutte contre les changements climatiques, particu-

lièrement en ce qui a trait à la mise sur pied d'un système d'échange de crédits de carbone.

Dans le cas de l'Afghanistan, note Louis Bélanger, il s'agit d'un enjeu avant tout bilatéral pour le Canada, mais multilatéral pour les Américains. Barack Obama, qui veut se retirer d'Irak et concentrer ses efforts en Afghanistan, a dit à maintes reprises attendre un appui supplémentaire de ses alliés. La plupart des experts croient que cela se traduira par des pressions accrues sur le Canada pour qu'il poursuive sa mission de combat au-delà de 2011.

A cet égard, le gouvernement Harper maintient sa position. «Je tiens à préciser que la position américaine, même si elle est renouvelée à certains égards, ne changera pas la position canadienne telle qu'elle a été adoptée par le Parlement. Nous allons quitter l'Afghanistan en 2011», a martelé le ministre Cannon en entrevue.

Philippe Lagassé, spécialiste des affaires internationales à l'Université d'Ottawa, pense que l'augmentation du nombre de soldats américains en Afghanistan peut en fait permettre au Canada de se retirer. Il est possible qu'il subisse des pressions pour y rester, mais, selon lui, ce serait impossible sans «briser l'armée» qui est à bout de souffle. Par conséquent, il pense que le Canada pourrait s'en tirer en se donnant un rôle différent pour l'après-2011 et en discutant rapidement avec

Washington. «Obama ne veut pas avoir à demander publiquement au Canada de rester pour ensuite se faire dire non.»

Roland Paris rappelle qu'un sommet de l'OTAN est prévu pour la fin avril et il pense qu'Obama voudra démontrer qu'il a obtenu l'appui de ses alliés. «Je pense que la préoccupation d'Obama est davantage d'avoir un plan d'ensemble à offrir au peuple américain, que de s'attarder à la contribution de chaque pays.»

M. Obama a aussi indiqué vouloir être plus actif dans les forums multilatéraux où le Canada était traditionnellement très présent, du moins jusqu'à l'arrivée de Stephen Harper.

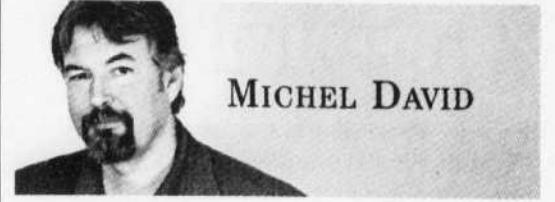
Louis Bélanger ne blâme pas nécessairement ce dernier. A son avis, la présence moins appuyée du Canada dans l'arène internationale au cours des dernières années est surtout attribuable à des raisons structurelles. La personne qui occupe la Maison-Blanche n'y est pour rien. «On le vivra avec encore plus d'acuité au cours des prochains mois et des discussions autour de nouvelles initiatives pour faire face à la crise financière et économique internationale. Le seul fait qu'on parle maintenant de consulter le G20 au lieu du G8 annonce que la voix du Canada sera diluée. Dans le G20, le Canada devient un joueur de seconde zone.»

Il s'attend au même phénomène dans le dossier des changements climatiques car, croit-il, le président élu voudra convaincre la Chine et d'autres puissances émergentes de faire leur part. «Ce sera intéressant, dans ce nouveau contexte, de voir comment le Canada tirera son épingle du jeu sur la scène multilatérale.» A son avis, il sera plus difficile pour le Canada de jouer un rôle actif.

Stéphane Roussel n'en est pas aussi sûr. Il pense que l'approche canadienne peut changer. «Mais l'ironie serait que ce soit un changement de cap aux États-Unis qui pousse le Canada à revenir à son modèle diplomatique traditionnel, à retourner sur un terrain qu'il connaît bien et où il a longtemps eu une forte crédibilité.» M. Paris pense aussi que l'arrivée d'Obama pourrait provoquer un nouveau brassage d'idées qui mènerait à l'élaboration d'une «politique étrangère canadienne cohérente».

Collaboratrice du Devoir

## L'ennemi à l'intérieur



MICHEL DAVID

Il était prévisible qu'à un moment ou l'autre de la campagne, la mauvaise image de Pauline Marois défraie les manchettes. De la «toilette silencieuse» au «château» de l'île Bizard, trop d'incidents sont survenus au fil des ans pour qu'il ait pu en être autrement. Ce qui est plus étonnant, c'est que le problème soit mis en lumière par son propre camp.

Il est normal et même rassurant que les stratégies péquistes aient constaté et tenté de corriger la perception négative que plusieurs ont de Mme Marois. Il ne faut pas être un grand spécialiste de la communication pour comprendre que l'utilisation de son simple prénom sur les pancartes péquistes vise à la rapprocher des gens.

Pour l'avoir observée de près depuis plus de vingt-cinq ans, je peux témoigner qu'elle n'a rien d'une snob, mais cela ne change rien au problème. Dès le départ, elle a choisi de ne pas cacher son aisance matérielle et elle doit en payer le prix.



Pauline Marois

Un document à circulation restreinte comme celui qui a fait l'objet d'une fuite dans *La Presse* n'est cependant pas destiné à se retrouver sur la place publique. La chef du PQ ne s'y est pas trompée: «Parfois, il y a des gens qui peuvent être malveillants.»

En ce début de campagne, on pourrait même parler de sabotage. Il n'est pas difficile d'imaginer le climat de méfiance qui règne maintenant dans l'entourage de Mme Marois. Qui est la taupe? Déjà, la paranoïa fait partie de la culture péquiste et la source de *La Presse* avait manifestement accès à des informations stratégiques confidentielles.

S'il faut y voir un bon côté, c'est qu'il serait maintenant assez gênant pour ses adversaires de rappeler «l'implication de Claude Blanchet dans certains dossiers, comme la Gaspésie» et de «miner la crédibilité de Pauline Marois en s'attaquant à elle via son conjoint». La chef du PQ a beau dire qu'elle en a vu d'autres, elle a accusé le coup. Le reste de la campagne s'annonce assez stressant merci.

Comme si cela ne suffisait pas, voilà que l'éternel débat sur le référendum refait également surface. Après le bras-de-fer auquel le Conseil national de mars dernier a donné lieu, Mme Marois pouvait raisonnablement espérer avoir la paix au moins jusqu'aux élections. C'était compter sans le SPQ Libre.

Quand elle a été élue chef, Mme Marois s'était bien promis de se débarrasser de ce club politique, sorte de parti dans le parti, dont Bernard Landry avait autorisé la création. Elle a cependant réalisé que les nouveaux statuts du Parti rendaient la chose très difficile et qu'elle risquait de provoquer de graves divisions. Peut-être aurait-elle dû prendre ce risque.

S'il y a une qualité qu'il faut reconnaître à l'aile radicale du PQ, c'est bien la résilience. Depuis la fondation du Parti, ceux qu'on a appelé tantôt les «orthodoxes», tantôt les «caribous» ou les «purs et durs» ont souvent plié, mais ils ne renoncent jamais.

Contrairement à la «feuille de route» de 2007, la plate-forme électorale qui sera rendue publique cet après-midi à Saint-Eustache ne contiendra aucun engagement relatif à la tenue d'un référendum. Au-delà de la rhétorique, on ne voit pas très bien ce qui changerait concrètement sur le plan constitutionnel avec un gouvernement péquiste.

Lundi, le président et le secrétaire du SPQ Libre, Marc Lavolette et Pierre Dubuc, lanceront un recueil de textes dont le titre dit tout: *Sans référendum, pas de souveraineté. «Sans l'échéance du référendum [le mouvement souverainiste] risque la dispersion, le fractionnement, l'étiollement. Seul le rendez-vous référendaire oblige à cibler sur l'essentiel, à discarter l'accessoire et à sonner le rappel des troupes.»*

Ils reviennent donc à la charge avec l'idée de tenir un référendum à l'initiative de la population. Si un nombre suffisant d'électeurs, par exemple 10 %, signaient un registre ouvert à cet effet, le gouvernement serait tenu de tenir un référendum dans l'année qui suivrait.

On ne peut que s'interroger sur le «timing» de cette publication. Même si le SPQ Libre ne représente qu'une petite minorité au sein du PQ, Mme Marois n'avait certainement pas besoin qu'il offre à ses adversaires une aussi belle occasion de déposséder l'épouvantail référendaire, alors que les électeurs sont à la recherche de stabilité économique.

Même sur le terrain, les «purs et durs» donnent du fil à retordre à la direction du Parti, qui a manœuvré de façon parfaitement anti-démocratique pour empêcher l'ancien député de l'Assomption entre 1996 et 2007, Jean-Claude Saint-André, d'y être à nouveau candidat, lui préférant l'ancien chef du Parti Vert, Scott McKay.

Plusieurs au PQ tiennent M. Saint-André pour un enquêteur, mais il est surtout un tenant de la stratégie dite des «gestes de rupture» mise de l'avant par le directeur de l'Action nationale, Robert Laplante. L'Assomption est un comté que le PQ pourrait très bien reprendre à l'ADQ, et on peut comprendre que Mme Marois soit horrifiée à l'idée de voir M. Saint-André revenir au caucus.

En vertu des statuts du PQ, le conseil exécutif national doit avoir des raisons graves pour refuser à un membre en règle le droit d'être candidat à une assemblée d'investiture. Dans le cas de M. Saint-André, il n'a pas précisé lesquelles. Est-ce uniquement en raison de ses opinions sur la façon de mener le Québec à la souveraineté ou y a-t-il autre chose? Les Jeunes patriotes du Québec ont décidé d'en faire un martyr de la démocratie et projettent une manifestation. La télévision sera certainement invitée.

Quoi qu'on pense de l'à-propos de l'initiative du SPQ Libre ou du cas de M. Saint-André, il demeure que le malaise persiste au sein du mouvement souverainiste. A quel point la quête du pouvoir implique-t-elle de renoncer de facto à celle de souveraineté? Le débat risque de reprendre avec une nouvelle vigueur à compter du 9 décembre.

mdavid@ledevoir



Lawrence Cannon (à droite) en compagnie de confrères lors de l'assermentation du Cabinet.

# ÉDITORIAL

## PARTI QUÉBÉCOIS

### Une confiance à retrouver

Face au Parti libéral qui tient depuis cinq ans les rênes de l'État du Québec, le Parti québécois apparaît en ce début de campagne électorale comme la solution de rechange la plus valable au gouvernement Charest. C'est ce que les Québécois disent à travers les sondages, sans être toutefois disposés, pour le moment, à lui redonner le pouvoir. Pauline Marois a 30 jours pour les convaincre de le lui confier.

**P**our bien mesurer le défi qui attend la chef péquiste au cours de cette campagne, il faut retourner à l'été 2007, lorsqu'elle prenait la relève d'André Boisclair. Elle reconnaissait alors que son parti s'était «enfermé dans des doctrines et discussions en vases clos» sur la souveraineté et la social-démocratie qui l'avaient coupé des Québécois. Pour reconstruire la confiance perdue, elle s'engageait à écouter la population. Sur ce qu'il est convenu d'appeler le référendisme, elle a fait le travail. Elle a dégagé le parti de son engagement à tenir un référendum sur la souveraineté le plus tôt possible dans un premier mandat. Elle ne sera donc pas obligée de tenir dans cette campagne un discours factice qui l'aurait contrainte à parler de référendum quand elle sait que les Québécois n'en veulent pas à court terme, ni peut-être à moyen terme. Ses adversaires ne pourront plus viser ce talon d'Achille.

Au cours de ces premiers jours de campagne, on l'a toutefois sentie hésitante à dire à ce propos les choses aussi clairement qu'elle les a déjà dites. Comme ses prédécesseurs, elle doit tout à la fois rassurer sa base militante — pour qui attendre deux ou trois mandats, comme elle l'a déjà évoqué, est une perspective trop lointaine — et convaincre les électeurs qu'elle ne les entraînera pas malgré eux dans un référendum. Sur cette question, elle ne devrait pas tergiverser. Si elle n'entend pas tenir un référendum au cours du prochain mandat, elle doit le dire. La franchise est la première pierre sur laquelle se reconstruira la confiance avec les électeurs.

Le programme électoral de Mme Marois, dont *Le Devoir* fait état dans son édition d'aujourd'hui, est en conséquence silencieux sur la question référendaire. Il fixe plutôt comme mandat à un éventuel gouvernement péquiste de gouverner le Québec non comme une province, mais comme la nation qu'il est. Le Parti québécois de Pauline Marois revient dans les faits à la démarche qu'il avait privilégiée aux élections qui le firent accéder pour la première fois au pouvoir en 1976, soit être d'abord un «bon gouvernement». Ce retour à la case départ est la conséquence des 28 % de suffrages obtenus aux dernières élections, qui l'ont ramené là où il était en 1973.

Dans ses propositions sociales et économiques, le «plan Marois» est également fidèle à l'esprit qui prévalait au Parti québécois des premières années en ce qu'il est résolument social-démocrate. Dans tous les domaines, on garde ainsi à l'État un rôle central. En économie, les leviers que sont les grandes sociétés d'État, notamment la Caisse de dépôt et placement, viendront soutenir les investissements dans la période critique qui s'annonce. Dans le secteur de la santé, le privé, que le Parti libéral a laissé entrer, sera mis à la porte. On est loin de ces «formes nouvelles et audacieuses de collaboration entre le secteur privé, le secteur communautaire et le secteur public», que Mme Marois disait vouloir instaurer il y a deux ans.

La rénovation de la social-démocratie que voulait alors engager Mme Marois se limitera à instaurer une «culture de résultats» dans le secteur public, de telle sorte que la population ait confiance dans la capacité de l'État à utiliser de façon responsable ses impôts. Il n'y aura pas de réforme à la Tony Blair, dans laquelle l'État devait se contenter de tenir le gouvernail pour laisser le secteur privé ramer. Cela a le mérite de distinguer clairement le Parti québécois de ses adversaires adéquistes et libéraux et d'offrir un vrai choix aux électeurs.

## HYDRO-QUÉBEC

### Finance 101

**D**epuis le temps que l'idée de privatiser Hydro-Québec circule, pour être chaque fois rejetée, on aurait pu croire que tout avait été dit, mais il semble que ce ne soit pas le cas! Cette fois, c'est l'ADQ, le parti de l'opposition officielle, qui fait sienne la proposition de remettre 7,5 % des actions de la société d'État entre les mains d'investisseurs privés, particuliers et entreprises. Qu'on soit pour ou contre une telle privatisation pour des raisons idéologiques, regardons froidement les chiffres avancés par l'ADQ avant de perdre notre temps à nous obstiner sur les principes.

Selon M. Dumont, vendre 7,5 % d'Hydro-Québec rapporterait 10 milliards qui feraient économiser 600 millions par année en intérêts sur la dette. Petite règle de trois: si 7,5 % de la compagnie représentent 10 milliards de capitaux, que vaut la totalité d'Hydro-Québec? Réponse: 133 milliards. Pourtant, l'avoir propre d'Hydro-Québec n'est que de 20 milliards, et son actif total, de 60 milliards. D'où vient la différence?

La seule façon d'obtenir une valeur sur le marché de 133 milliards pour les actions d'Hydro-Québec, ce serait de faire passer ses profits à au moins 10 milliards par année, au lieu de 2,8 milliards actuellement. Ce qui générerait un ratio de 13 fois les profits comme valeur totale de l'entreprise. Or, pour obtenir autant de profits, il faudrait augmenter les tarifs d'électricité d'au moins 60 % d'un seul coup!

Jean Charest a donc raison d'affirmer qu'une privatisation partielle d'Hydro-Québec entraînerait un choc tarifaire majeur. N'est-ce pas l'ADQ qui a fait de «l'augmentation prévisible et raisonnable des tarifs» une de ses idées-forces des récentes années?

Reprenons donc les calculs en adoptant l'hypothèse plus réaliste d'une valeur actuelle d'Hydro-Québec située entre 20 et 60 milliards. Pour tirer 10 milliards d'une vente partielle, il faudrait céder jusqu'à 50 % des droits de propriété et, avec eux, la même proportion des profits annuels. Et comme la privatisation d'Hydro-Québec lui ferait perdre son statut d'entreprise publique, cela l'obligerait à payer des impôts, d'où une nouvelle hausse des tarifs...

Quant à savoir si la présence de représentants des actionnaires au conseil aurait des effets bénéfiques sur la gestion de l'entreprise, c'est un autre débat auquel la crise en cours dans les grandes sociétés capitalistes apporte de l'eau au moulin.

Ce qui choque et déçoit dans ce genre de proposition spectaculaire avancée à la va-vite en campagne électorale, c'est l'absence totale de réflexion préalable. Si M. Dumont et l'ADQ étaient sérieux, ils cesseraient d'exciter les foules avec des feux d'artifice multicolores pour concentrer leurs efforts à la préparation de projets réfléchis, comme leur statut d'opposition officielle le requiert.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

VOTEZ POUR VOTRE JAQUETTE D'HÔPITAL PRÉFÉRÉE...



BERNARD DESCÔTEAUX

## LETTRES

### Monsieur le président Obama

Ce matin, la brume habillait les champs endormis pour l'hiver. Le lever du jour nous annonce l'été des Indiens que nous attendons impatientement, dernier signe de l'hiver qui s'annonce. Je vois cette vie s'éveiller avec un regard nouveau. Celui de l'espoir. Le courage est votre nom. L'exemple devient nôtre. Vous me léguiez la conscience d'avancer dans ce monde qui ne demande que du changement. Avec espérance, je vais voir ma fille s'épanouir malgré la couleur de sa peau qui devient si noire lorsqu'elle valse sous le soleil que nous aimons tant. Je pourrai regarder le futur en entrant un passé de haine et de sang qui m'a exilé de ma famille chilienne. Le coup d'État transperce encore ma poitrine. Devenir un immigré n'est pas une expérience facile. Mais maintenant, la confiance de vivre humainement est un baume de joie. Je verse des larmes. Est-ce que je vais enfin tourner la dernière page d'un long chapitre d'intolérance et en commencer un tout nouveau, dans la paix et le respect? Merci pour votre courage, monsieur Obama.

Claudia Valdivia  
Montréal, le 5 novembre 2008

### Non à la privatisation d'Hydro-Québec

Non, non, non, non et non. Je ne suis pas d'accord avec la privatisation partielle d'Hydro-Québec. On ne doit pas vendre nos fleurons et «vaches à lait» sur le dos des Québécois. À propos, on possède déjà Hydro-Québec! Pourquoi émettre des actions? Hydro-Québec, c'est nous. Hydro-Québec nous appartient. J'ai 21 ans et je ne veux pas que l'on se prive d'une partie de nos considérables revenus futurs pour recevoir un «seul chèque». Pour une fois, l'ADQ a eu une idée mais elle

est très mauvaise. Pourriez-vous réfléchir davantage, la prochaine fois?

Sophie-Anne Lemieux  
Québec, le 6 novembre 2008

### Un économisme étroit peut cacher la forêt politique

En temps de crise économique, notre premier ministre sortant peut prétendre que ce sujet est prépondérant pour la population. Je serais heureux de savoir quand, selon lui, il faudrait parler d'autre chose que d'économie? De mon point de vue, l'actuel chef du Parti libéral du Québec a été confortablement installé à ce poste pour mettre en valeur le seul point de vue économique. Pour moi, il existe une différence majeure entre le sujet de l'économie et le «point de vue économique».

Je suis d'avis que, pour un politicien et pour tous ceux qui songent à le devenir, c'est le point de vue politique qui doit être au sommet de leurs priorités. Un politicien est élu pour être politicien et mettre à l'avant-plan l'intérêt public relatif au bien commun, et non pas pour faire la promotion des intérêts strictement économiques, très souvent plus proches du secteur privé que de l'intérêt public. A moins de se faire l'entremetteur de ceux qui souhaitent, par intérêt, des profits maximum et une taxation «infiniment», le politicien doit se préoccuper prioritairement de politique. Quand les politiques ne cessent de se préoccuper d'économie, ils se font les promoteurs «du point de vue» économique sur la société, ce qui pour moi devient une maladie nommée l'économisme.

D'autant que les médias privés, principaux entremetteurs entre les politiques et les citoyens qui les élisent, sont ici, au Québec, détenus par des propriétaires dont la seule priorité quotidienne est leur prospérité personnelle et

celle de leurs actionnaires. Il est alors très large et bien pavé, le chemin qui incite le politicien accordant la priorité à l'économie à faire la promotion des intérêts économiques privés.

Quand un politicien se fait l'ardent promoteur du point de vue économique, il néglige du même coup le point de vue politique, qui consiste par exemple à promouvoir de meilleurs services publics comme la santé de la population et son éducation libre et gratuite.

Ce qui illustre bien cette priorité accordée à l'économie, privée en l'occurrence, c'est que notre gouvernement sortant a donné littéralement sur un plateau d'argent l'érection, la mise sur pied et l'exploitation des éoliennes partout au Québec.

L'économie, oui, mais l'économisme, il faut grandement y prendre garde.

Renaud Blais

Citoyen avant d'être consommateur  
Le 6 novembre 2008

### Se faire conter (compter) des histoires

Votre petit jeu politique, M. Charest, n'était pas de mise. Nous prendre pour des valises, c'est aussi insultant. Vous nous avez donc conté (compté) des histoires, Charlie Brown — pas de turbulence économique ni de récession en vue pour le Québec, voyage en Chine, sacoches bien garnies pour les imprévus, etc. —, et pendant ce temps tout était en place pour lancer des élections. Vous méritez plus qu'un petit coup de règle sur les doigts: vous méritez de changer de banc d'école, et d'aller dans l'opposition, rien de moins. Quant à M. Dumont, il saura bien nous raconter quelques belles histoires de l'Action démagogique du Québec.

Carroll Roy

Le 6 novembre 2008

## LIBRE OPINION

### Obama sourit, l'Ontario grimace

Manon Cornéliier

**C**a ne surprendra personne. La victoire de Barack Obama lors des élections présidentielles américaines de mardi a été accueillie comme un événement «historique». Tout y a passé. Les États-Unis, «phare» de la démocratie. «La victoire de l'espoir». «Un nouveau jour s'est levé sur l'Amérique», de résumé l'*Edmonton Journal*. On a même fait la comparaison avec Pierre Elliott Trudeau à maintes occasions. Une voix discordante: Lorne Gunter, du *National Post*, qui compare l'arrivée d'Obama au retour de Jimmy Carter.

Le *Halifax Chronicle-Herald*, au contraire, parle d'une page d'histoire finalement tournée. L'élection d'un Afro-Américain à la Maison-Blanche est un «symbole puissant» qui se fait sentir non seulement aux États-Unis mais dans le monde, «un siècle et demi après la sanglante guerre civile américaine au sujet de l'esclavage et quatre décennies après que le mouvement des droits civils a dû mener une dure bataille pour le droit à l'égalité des Noirs».

Roy Clancy, du *Calgary Sun*, va jusqu'à dire que les États-Unis ont prouvé qu'ils se sont libérés des chaînes d'un volet les moins glorieux de leur histoire. Le *Windsor Star* note que les attentes de changement ne seraient pas moindres si McCain avait gagné. «La différence est que les Américains croient qu'Obama peut vraiment y répondre.» Il reste à voir s'ils ont entendu son invitation à la patience lors de son discours de victoire, espère le quotidien.

Le *Globe and Mail* convient que l'élection d'un premier président noir n'éliminera pas la pauvreté, le racisme et les inégalités, mais Barack Obama a réalisé un pas monumental, lui dont le père aurait pu être puni à l'époque, dans certains États, pour avoir épousé une femme blanche. «Il peut être tentant de dire que la race ou la couleur de la peau ne compte plus. Cette élection, après tout, ne portait pas sur cette question. Il s'agissait de choisir la meilleure personne pour le poste.» Mais le fait que la race n'ait pas

été le premier critère de choix est un profond changement en soi, note le *Globe*. «Enfin!»

Le *Winnipeg Free Press* pense qu'en fin de compte cette maturité enfin atteinte oblige à reconnaître que la question de la race fut très importante dans cette élection. La race, qui fut longtemps un obstacle, a été largement surmontée, offrant ainsi «le plus grand signe d'espoir que l'Amérique a collectivement appris à y faire face».

### Et maintenant?

Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'homme qui a su insuffler l'espoir et sur ses intentions dans nombre de dossiers. «L'assiette est pleine», dit Clancy, de la crise financière aux conflits irakien et afghan. «Que faire maintenant?» résume Paul Berton, du *London Free Press*, en évoquant les attentes immenses et parfois irréalistes des Américains. «Ce ne sera pas facile, et Obama va certainement décevoir, plus tôt que tard, écrit-il. Mais, pour l'instant du moins, il semble nettement mieux équipé que la plupart des politiques de mémoire récente pour faire une vraie différence.»

Le *Windsor Star* note qu'«avec les grands espoirs viennent les grandes attentes, et de grandes attentes insatisfaites peuvent mener à de grandes et amères déceptions. Voilà le risque de ces moments historiques qui lancent des peuples sur de nouvelles voies, armés d'à peine plus que leur espoir et leur rêve.»

Dans le concert d'éloges, des inquiétudes. Pour les relations canado-américaines, par exemple, que viennent éclipser bien d'autres préoccupations. Le *Toronto Star* invite le premier ministre Harper à rencontrer rapidement le nouveau président et à lui rappeler l'importance des échanges commerciaux entre les deux pays et l'ampleur de l'effort du Canada en Afghanistan. Le *Star* estime d'ailleurs qu'il faudrait un nouvel ambassadeur canadien à Washington, afin de faire oublier cette triste histoire de fuite d'une note diplomatique sur les intentions réelles d'Obama dans le dossier de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Lawrence Martin, du *Globe and Mail*, est persuadé pour sa part que l'arrivée d'Obama sonne le début d'une ère nouvelle et plus harmonieuse dans les relations canado-américaines, le président élu ayant des valeurs proches de celles des Canadiens. Au gouvernement Harper de refléter l'enthousiasme de sa population.

Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*, pense d'ailleurs que l'élection d'Obama ouvre la porte à un plus grand rôle pour le Canada sur la scène nord-américaine et à un réalignement de la relation bilatérale. Le nouveau président a promis de consulter ses alliés, ce qui veut aussi dire le Canada, ce qui offre des opportunités nouvelles.

### Changement de registre

On l'a déjà oublié, mais l'Ontario a rejoint lundi le club des provinces bénéficiaires de la péréquation. L'annonce a eu l'effet d'un choc en Ontario. Ailleurs, on a compté et on s'est inquiété, au point de demander une réforme de ce programme.

Le *Calgary Herald* était du nombre. Selon lui, quand sept provinces sur dix reçoivent de la péréquation, c'est que quelque chose ne va pas. (Il est déjà arrivé que huit en reçoivent, mais l'Ontario n'était pas du nombre.) Le *Herald* prend à partie le programme de garderies du Québec qui illustre bien comment l'argent des provinces plus riches permet non seulement aux provinces moins nanties d'offrir des services comparables, mais de meilleurs services. Le *Herald* rejoint toutefois le Québec en affirmant qu'Ottawa devrait céder un espace fiscal aux provinces au lieu de leur transférer de l'argent sonnant. A court terme, cependant, Ottawa devrait exiger, en échange de ses dollars, la fin de certains programmes universels.

Jim Coyle, du *Toronto Star*, parle de scénario d'horreur et s'insurge de voir le gouvernement ontarien accepter son sort sans indignation, en blâmant le fédéral et le gouvernement conservateur ontarien qui n'est plus au pouvoir depuis plus de quatre ans.

mcornellier@ledevoir.com

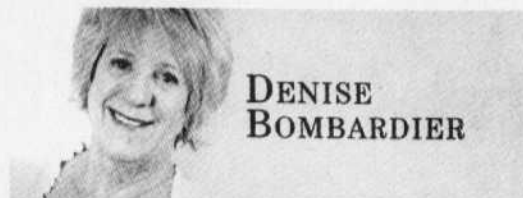
## IDÉES



Pancartes électorales lors du dernier scrutin fédéral le 14 octobre: des surplus et «rien aux chômeurs».

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Un grand peuple



DENISE BOMBARDIER

Barack Obama est devenu mardi non seulement le président des États-Unis, mais à coup sûr le personnage historique qui incarne l'espoir du XXI<sup>e</sup> siècle. Mardi soir, les Américains se sont réhabilités eux-mêmes et ont prouvé à la face du monde que la grandeur et la puissance pouvaient être dissociées de l'arrogance. Dans les jours qui ont suivi, on a assisté à des manifestations de joie, à l'affirmation d'une fierté qui n'avait pas de couleur, pas d'âge, pas de sexe. Les États-Unis d'Amérique se sont ressoudés dans un patriotisme qu'il ne faut en aucune façon confondre avec le nationalisme. Les Américains n'étaient ni offensifs ni défensifs, ils étaient heureux.

Et c'était beau à voir. En fait, l'élection de Barack Obama est une esthétique. L'homme, sa stature, sa pensée, sa femme, ses filles, autant de repères pour comprendre la création d'un mythe. Tout est en place: l'enthousiasme, la ferveur, l'admiration, l'espoir. Et l'effet Obama-président touche tous les Américains. Dans le discours émouvant du candidat républicain, John McCain, qui avait laissé derrière lui le ton belliqueux et hargneux de la campagne pour retrouver le sens patriotique qu'on lui avait toujours connu, il y avait une espèce de fierté devant ce moment historique de l'élection d'un Noir. Celui qui s'était livré, corps et âme, à la mouvance extrémiste de son parti, prostituant en quelque sorte sa réputation de libre penseur, s'est racheté, à vrai dire, par ce discours au ton modéré, rassembleur et responsable. Mais on ne saurait tout lui pardonner et il devra vivre avec sa conscience de s'être trahi lui-même.

George W. Bush, drapé dans son statut de président, a su également trouver les mots pour célébrer cette page d'histoire. Et c'est avec une élégance indéniable qu'il a assuré son successeur de sa collaboration dans la passion du pouvoir. C'est qu'il existe dans la culture américaine une tradition apparemment respectée même par ceux comme George W., qui n'inspire pas beaucoup de respect, c'est le moins qu'on puisse dire, de s'incliner avec noblesse devant l'adversaire. Pour une des rares fois cette semaine, George W. Bush a parlé de cette entrée d'un Noir à la Maison-Blanche avec sa jolie femme et ses mignonnes petites filles avec une réelle émotion dans la voix, au point où on avait le sentiment que cette victoire l'impressionnait aussi. Et que dire des sourires de Condoleezza Rice, qui trahissaient également son trouble? Il est compréhensible que cette révolution qui témoigne d'un changement définitif des mentalités touche tous les Américains de bonne volonté, démocrates ou républicains. C'est qu'au-delà des divergences, au-delà des affrontements politiques, les Américains se reconnaissent, se rassemblent derrière leurs institutions et s'inclinent lorsqu'ils écrivent l'Histoire, ce qui fut le cas ce mardi 4 novembre 2008.

La réaction d'enthousiasme observée partout dans le monde, tant chez les dirigeants que parmi les populations, démontre bien qu'il y a un désir de retrouver un leadership des États-Unis, dépouillé cette fois de l'arrogance et de l'esprit va-t-en-guerre à tout prix. Que cela plaise ou non aux irréductibles qui aiment détester les États-Unis avec un aveuglement buté, le rêve américain fait envie. Ce rêve porté par Barack Obama, qui l'incarne désormais après en avoir franchi les obstacles, fait tomber les tabous et reculer le racisme, et on ne peut plus le suspecter d'être impérialiste. Ce n'est pas un rêve de domination, de revanche ou d'enfermement à l'intérieur des frontières. C'est le rêve de l'ouverture, de la collaboration multilatérale, d'un espoir contagieux. Dans la grave crise que nous traversons tous, cette Amérique régénérée, débordante de sa jeunesse retrouvée, habitée par un esprit de conciliation et une modération rassurante, repousse avec fermeté les extrémistes qui ont failli la perdre. D'autres luttes surgiront, mais une bataille irréversible a été gagnée. Nombreux sont ceux qui envient secrètement les Américains qui ont choisi Barack Obama pour diriger leur futur destin. Un homme providentiel de cette envergure, combien de peuples en souhaiteraient? Mais Obama s'éloigne de l'Américain type. Sa vie s'est déroulée dans une culture d'identités diverses, dans un relativisme religieux; il a vécu des années charnières de son enfance à l'autre bout du monde, en Indonésie. Or cet homme universel en quelque sorte est profondément ancré dans son pays maternel. Il en possède les vertus, dont la foi que chaque homme peut faire la différence. «C'est mon vote à moi qui permet à Obama d'entrer à la Maison-Blanche», disait un électeur noir mercredi matin.

Enfin, il faut noter toutes les réactions officielles en Occident, qui laissent deviner une satisfaction et même de l'enthousiasme dans certains cas devant le résultat de l'élection. Hélas! le gouvernement canadien a réagi avec une réserve qui trahit une déception et qui fait fi du geste historique qui permet à un Noir de franchir ce qui était jusqu'au 4 novembre un mur de Berlin racial. Bel accueil au président élu de notre allié et puissant voisin! Et quelle insensibilité au mouvement de l'Histoire.

Devant cela, on rêve presque d'être Américain plutôt que Canadien.

denbombardier@videotron.ca

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette rubrique les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## Crise économique à l'horizon

## Une occasion de préparer l'avenir

MICHEL ARSENAULT

Président de la FTQ

Lundi prochain, les premiers ministres se rencontreront à Ottawa pour faire le point sur la réponse à donner à la récession qui se profile à l'horizon. Le moins que l'on puisse souhaiter, c'est qu'ils apportent une réponse à la hauteur du problème.

Avec l'effondrement financier et une récession confirmée et profonde aux États-Unis, les pouvoirs publics ont le devoir de réagir avec vigueur pour en atténuer les conséquences économiques et sociales.

Cette situation exceptionnelle appelle à nos yeux un plan d'action immédiat, costaud et visionnaire. Immédiat parce qu'il faut agir maintenant pour que les mesures aient leur impact au bon moment, costaud pour que la récession fasse le moins de dommages possible, et visionnaire pour que les mesures aident à mettre la table pour l'avenir.

L'étape préalable pour ce faire est de mettre de côté le dogme du maintien de l'équilibre budgétaire à tout prix. Si le déficit zéro constitue le simple bon sens en temps normal, il frise l'irresponsabilité quand le secteur privé tire de la patte.

Il est impératif que le gouvernement fédéral, fort de la meilleure situation budgétaire de l'OCDE, mette à profit sa marge de manœuvre. Cela est d'autant plus nécessaire que plusieurs des leviers névralgiques sont à Ottawa. En tout premier lieu, il faut absolument qu'Ottawa bonifie immédiatement, ne serait-ce que sur une base temporaire, les prestations d'assurance-emploi. Encore aujourd'hui, moins de la moitié des chômeurs reçoivent des prestations. Il s'agit là d'une mesure nécessaire d'un point de vue d'équité, mais également d'un point de vue d'impact économique. Toutes les analyses économiques en conviennent, lors d'une récession, la bonification des prestations d'assurance-emploi ou des transferts aux bas salariés constituent les mesures ayant le plus grand impact économique. Le fédéral pourrait en profiter pour remettre en place un pro-

gramme d'ajustement pour les travailleurs âgés (PATA) mis de côté sous le règne des libéraux: un programme au coût modeste, mais indispensable quand les temps sont durs.

Dans la même lignée, Ottawa devrait ouvrir des crédits supplémentaires en vertu de la partie deux du programme d'assurance-emploi pour hausser de façon significative les transferts aux provinces en matière de formation professionnelle. Avec la pénurie anticipée de main-d'œuvre qualifiée, il s'agirait là d'un investissement judicieux et opportuniste.

## Lancer un vaste chantier

En troisième lieu, il nous semble important de profiter de ce moment pour lancer un vaste chantier pour préparer nos entreprises et nos collectivités au virage du développement durable.

D'un point de vue fiscal, il s'agit là d'investissements payants pour leur impact économique, mais qui nous aideront à être à l'avant-garde. Parmi les mesures à privilégier ici, nous pensons notamment à la modernisation de nos systèmes de transport en commun, mais également au fameux axe ferroviaire Québec-Windsor, dont on parle toujours sans le mettre en œuvre. Nous pensons par exemple que nos gouvernements de-

vraient proposer un programme pour aider les PME à faire le diagnostic environnemental de leurs activités.

Une relance de l'investissement en logement social qui mette à profit les surplus de la Société canadienne d'hypothèque et de logement serait également une mesure payante pour l'économie et nécessaire pour aider les bas salariés dans nos grandes villes.

Il importe de maintenir l'application des mesures d'amortissement accéléré pour les entreprises, ainsi que de fournir à celles qui innovent des crédits d'impôt remboursables.

Enfin, ce qu'il ne faut pas faire dans la situation actuelle: réduire les transferts aux provinces.

Nous avons tous en mémoire les conséquences de la réduction draconienne des transferts fédéraux et par conséquent des dépenses de programmes, au milieu des années 1990. Cela a contribué à faire de cette décennie la pire période en termes de croissance économique depuis les années 30, et cela a eu des impacts dont nos systèmes de santé et d'éducation se remettent encore.

Le maintien de dépenses de programmes se justifie par le fait des services offerts à la population, mais il est également plus payant, au point de vue économique, que n'importe quelle baisse d'impôt.

## IMPACT ÉCONOMIQUE DE MESURES FISCALES

## Changement du PIB réel en une année pour un dollar investi

Amélioration des prestations d'assurance-emploi	1,69 \$
Investissement en infrastructure	1,59 \$
Augmentation des dépenses sociales	1,36 \$
Baisse d'impôt sur le revenu des particuliers	1,03 \$
Baisse d'impôt sur les gains de capitaux	37 ¢
Baisse d'impôt sur le revenu des sociétés	30 ¢
Dépréciation accélérée des investissements	27 ¢

Sources: 2008 Moody's Economy.com

## Industrie forestière

## Ne gaspillons pas cette crise

AVRIM LAZAR

Président et chef de la direction de l'Association des produits forestiers du Canada

Le premier ministre Harper rencontre ses homologues provinciaux cette semaine pour discuter d'économie. La façon d'aider l'industrie forestière en difficulté sera sans aucun doute l'un des sujets à l'ordre du jour. La situation actuelle est désastreuse en raison de fortes baisses de la demande dans les secteurs du bois d'œuvre et du papier, ce qui entraîne des mises à pied et des fermetures d'usines. Certains ont laissé entendre qu'il était nécessaire de recourir à de l'aide financière et à des subventions. Nous ne sommes pas d'accord; les trente dernières années d'histoire économique ont montré maintes fois que ce type de mesures ne fonctionne tout simplement pas et empire même souvent la situation.

L'industrie canadienne des produits forestiers a un bel avenir: le monde a besoin des produits que nous fabriquons, et nous sommes bien placés pour les fournir. Les premiers ministres ont l'occasion de considérer cet avenir et de se concentrer sur la transformation nécessaire pour y arriver. L'industrie est prête à prendre l'initiative de cette transformation, mais les gouvernements ont aussi un rôle important à y jouer, en mettant l'accent sur les facteurs économiques fondamentaux: des marchés financiers efficaces, encourager les investissements et instaurer des mesures sur la compétitivité qui prévoient la croissance des marchés de demain.

Les gouvernements doivent d'abord s'attaquer à la crise des marchés financiers. Le crédit est l'oxygène qui permet à l'économie de respirer. Il permet aux entreprises d'acheter du matériel, de produire des biens, d'in-

vestir dans le capital et d'expédier des marchandises à l'étranger — le crédit est nécessaire dans à peu près tous les aspects de l'exploitation d'une entreprise, grande ou petite. A mesure que l'activité économique ralentit et que les stocks augmentent, plusieurs entreprises normalement solides trouvent extrêmement difficile d'accéder au crédit dont elles ont besoin pour continuer à faire des affaires. Les gouvernements doivent s'assurer que les efforts qu'ils déploient pour régler la crise des liquidités dans le système bancaire rejoignent l'économie réelle.

Deuxièmement, les gouvernements devraient laisser libre cours à la restructuration économique qui est nécessaire dans le secteur. Une aide financière rendrait simplement le Canada moins concurrentiel lors du raffermissement des marchés. Laissons la réponse de l'industrie concernant la réalité des marchés déterminer la structure de l'industrie et nous conserverons plus d'emplois en foresterie au Canada, à moyen et à long termes. Les gouvernements provinciaux doivent par ailleurs éliminer les politiques de tenures forestières qui restreignent les fusions et la rationalisation, et le gouvernement fédéral devrait gérer la politique sur les fusions de façon à reconnaître que les entreprises canadiennes négocient sur des marchés internationaux.

Troisièmement, les gouvernements devraient stimuler l'activité économique pour atténuer l'impact de la récession américaine et du ralentissement de la croissance au Canada. Les mesures prises par les gouvernements partout au pays pour éliminer les déficits et rembourser la dette les ont placés dans une position fiscale forte, qui leur permet maintenant, en période de faiblesse économique, de prendre des mesures contreproductives. Si nécessaire, les gouvernements ne devraient pas avoir peur d'enregistrer un déficit pour stimuler l'économie.

Mais stimuler l'économie ne devrait pas être un objectif en soi. Des investissements ciblés dans la modernisation en vue de l'utilisation d'une énergie verte, dans les infrastructures de transport, dans la commercialisation de la R&D et le développement des marchés fourniront un incitatif immédiat et des avantages à long terme au chapitre de la compétitivité.

Les investissements gouvernementaux ne sont cependant pas suffisants. Dans le cadre de cette stratégie, les gouvernements peuvent encourager les investissements privés dans le renouvellement des installations et dans les activités de R&D axées sur des produits commerciaux. C'est ainsi que le gouvernement fédéral devrait prolonger d'au moins cinq ans la déduction pour amortissement accéléré pour la machinerie et l'équipement. Cette mesure ne coûte rien au gouvernement tant que les entreprises n'investissent pas leur propre argent et elle stimulerait les investissements qui sont si nécessaires pour moderniser et transformer l'industrie. Le gouvernement devrait également rendre le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE) remboursable afin de favoriser l'accroissement des investissements du secteur privé dans l'innovation et la nouvelle bioéconomie.

Ce n'est pas le temps pour l'insouciance ni pour des mesures qui ne corrigeront la situation qu'à court terme. L'industrie canadienne des produits forestiers est le plus grand exportateur mondial de produits forestiers. L'énergie et l'esprit d'initiative qui l'ont façonné se manifesteront dans notre préparation pour les marchés de demain. L'industrie fera sa part. Nous demandons aux gouvernements d'appuyer la transformation vers l'industrie forestière de demain. Pour paraphraser l'économiste canadien Don Roberts, «Une crise est trop précieuse pour être gaspillée».

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairendrée Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (science), Brian Myers (justice et faits de société), Louise-Manuëlle Rioux Soucy (santé), Alexandre Shielis (général), Philippe Papineau (pupitre); information culturelle: Michel Bélair (éditorialiste et cahier Culture), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information économique: Gerad Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Paul (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Gagnéau (cartographie); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Émile Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commissaires à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond (correspondants à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Cormier (Montréal), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boilard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

## Adorno, le bonheur et le banquier

Le philosophe a essayé de comprendre, au début des années 40, le succès dont jouissait l'industrie culturelle américaine

Toutes les deux semaines, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Cette semaine, une incursion dans l'industrie culturelle.

PHILIPPE LANGLOIS

Enseignant au département de philosophie du Cégep de Sherbrooke et candidat au doctorat à l'Université de Montréal

À évaluer la qualité des émissions de télévision d'après leurs cotes d'écoute, qui pourrait douter que l'émission *Le Banquier* est tenue en haute estime par les Québécois? Cette émission — la plus écoutée de toutes les télé francophones — a attiré près de deux millions de téléspectateurs le 28 septembre dernier\*.

On connaît le concept: il s'agit, au fond, d'un énième jeu télévisé où un concurrent de classe modeste gagne d'un seul coup l'équivalent de trois années de salaire. La particularité du *Banquier*, s'il y en a une, relève du spectacle. Un jeu qui pourrait se conclure en trois minutes s'étire sur une heure, à coups de visages abattus, crispés, puis exaltés, de clins d'œil sexy de «beautés», de cadeaux surprises et de pauses publicitaires.

Or, au-delà du spectacle, comment interpréter cet engouement pour une émission qui présente peu d'intérêt réel pour les deux millions de téléspectateurs qui, eux, ne gagnent pas le magot?

Il est tentant de poser cette question à Theodor W. Adorno, un philosophe qui a essayé de comprendre, au début des années 40, le succès dont jouissait l'industrie culturelle américaine. Juif allemand,

Adorno s'exila au pays de Roosevelt un peu avant que n'éclate la Seconde Guerre mondiale, avec ses collègues de la future École de Francfort. Dans un texte écrit en 1942, Adorno s'est penché sur le cinéma et la radio des années 30 et 40, deux technologies qui s'étaient développées en puissants outils de propagande avant et pendant la guerre.

Ce qu'a conclu Adorno de son analyse est que les productions de cette industrie culturelle naissante avaient pour effet, dans presque tous les cas, de stabiliser plutôt que de résoudre une contradiction sociale entre la satisfaction des nécessités vitales des individus et leur aspiration au bonheur. En d'autres termes, la société capitaliste occidentale évolue dans une direction où, pour satisfaire leurs nécessités vitales et assurer leur autoconservation, les êtres humains sont forcés de sacrifier leur autonomie, leur liberté et leur bonheur.

La nécessité de ce sacrifice est, d'après Adorno, l'indice d'une société irrationnelle. Une société rationnelle serait au contraire une société où les individus n'auraient pas à sacrifier leur exigence de bonheur à l'exigence de se maintenir en vie. Dans la mesure où toute vie aspire à satisfaire ces deux exigences et non seulement l'une d'entre elles, Adorno croit que la vie, dans la société capitaliste occidentale, évolue d'une certaine façon en contradiction avec elle-même. C'est une vie «mutulée».

Revenons à l'émission *Le Banquier*: échappet-elle à cette logique funeste? La question est tout à fait légitime puisque, du propre aveu de ses promoteurs, l'émission se met au service de la félicité des Québécois. En effet, non seulement elle divertit chaque semaine une bonne part d'entre eux, mais ce qu'elle met en scène n'est rien d'autre qu'une promesse de bonheur.

Dimanche après dimanche, les concurrents viennent faire tourner la roue du bonheur, et les téléspectateurs en goûtent un peu le fumet cathodique avant de reprendre leur semaine de travail. Mais, une fois l'audience retournée chez elle, une fois les projecteurs et les téléviseurs éteints, *Le Banquier* tient-il sa promesse de bonheur?

### La satisfaction des nécessités vitales

Répondre à la question demande de préciser ce qu'est ce bonheur. Avec Adorno, nous savons déjà une chose au moins à son sujet: il ne peut pas être en contradiction avec la satisfaction des nécessités vitales. Aucun bonheur ne serait véritable s'il se savait attendu au détour par de la souffrance. Par exemple, la satisfaction de se payer un excellent repas une fois ne s'apparente pas à du bonheur si, le reste du temps, l'alimentation est une corvée lourde aux résultats fades.

Se déclarer «heureux», c'est viser la totalité de sa vie et non un simple moment passager ou une seule de ses dimensions. Là réside l'importance de la richesse monétaire que viennent chercher tous les concurrents à l'émission *Le Banquier*. Elle représente bien sûr une libération par rapport aux contraintes de l'autoconservation, mais cette libération n'en est une que parce qu'elle autorise enfin le concurrent à envisager la satisfaction de ce à quoi sa vie aspire en sa totalité.

Outre la survie, une des choses qui font partie de ce tout auquel aspirent les êtres humains (comme d'ailleurs les animaux) est certainement la liberté. Que vaudrait le bonheur d'un être dominé ou la liberté d'un être malheureux? Pensons à Yvon Deschamps, comblé par la bonté de son boss qui vient le chercher en Plymouth 1956 pour l'amener tondre le gazon de son chalet: «Sur le coup, dit-il, je n'ai pas osé.» D'après Adorno, il faut mettre le problème du bonheur à l'avant-scène de la réflexion philosophique, mais de manière à rendre bien évident qu'il n'y a pas de liberté vraie qui soit malheureuse, pas plus qu'il n'y a de bonheur véritable qu'on doive vivre sous la domination.

De la même manière que Yvon Deschamps



La particularité de l'émission *Le Banquier* relève du spectacle. Un jeu qui pourrait se conclure en trois minutes s'étire sur une heure, à coups de visages abattus, crispés, puis exaltés, de clins d'œil sexy de «beautés», de cadeaux surprises et de pauses publicitaires.

s'abaisse à accepter sa gratification de la main de celui qui l'exploite, les concurrents au *Banquier* viennent tenter de reprendre un peu de richesse aux banquiers qui, dans la société réelle, empochent toute la richesse à leur place. Mais, à l'opposé de l'humour d'Yvon Deschamps, Adorno montre que celui de l'industrie culturelle n'a souvent rien de critique ni de libérateur. Qu'on pense aux dessins animés hollywoodiens: axés sur la recherche de l'effet, ils prescrivent chaque réaction.

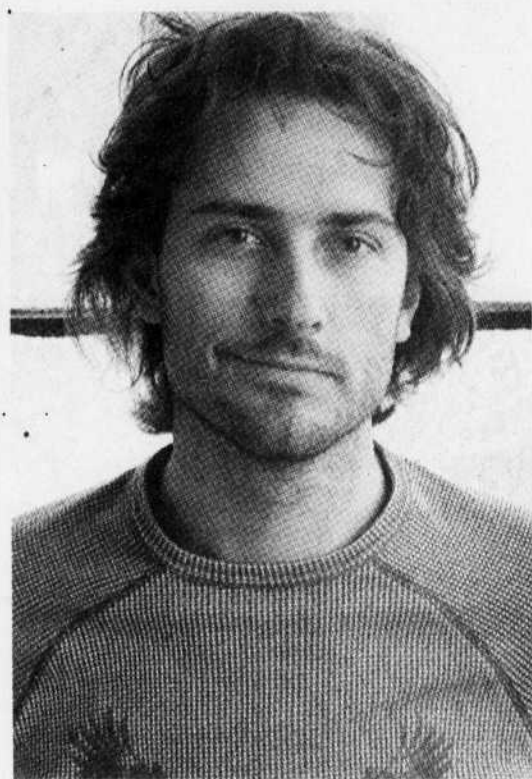
L'enclume tombe sur la tête du coyote, le canon se retourne contre le chasseur: autant de *punch lines* qui apprennent au public non pas à démêler une histoire mais à réagir à des signaux. Cet humour permet aux êtres humains dont la vie est mutilée d'utiliser leurs heures de loisir pour faire le pont entre deux quarts de travail. «Donald Duck reçoit sa ration de coups com-

me les malheureux dans la réalité, afin que les spectateurs s'habituent à ceux qu'ils reçoivent eux-mêmes.»

Le rire qui s'élève attaque en même temps l'aspiration à un bonheur véritable. Il amène les êtres humains à renoncer à ce bonheur en acquiesçant à la domination qui lui est contraire. La contradiction est telle que, dans le rire, qui se veut pourtant une promesse de libération et de bonheur, chacun apprend à renoncer à la libération et au bonheur.

Retournons à l'émission *Le Banquier*. Quel genre de bonheur offre-t-elle aux Québécois? S'agit-il d'un bonheur libérateur ou d'un bonheur qui, à l'image du rire dont on vient de parler, se contredit lui-même?

Limitons notre réponse à une des caractéristiques fondamentales de ce bonheur: il est entièrement suspendu à «la chance». Bien que l'animatrice Julie Snyder se fasse réjouissante à chaque émis-



ARCHIVES DE L'AUTEUR

Philippe Langlois: du propre aveu de ses promoteurs, *Le Banquier* se met au service de la félicité des Québécois. En effet, non seulement l'émission divertit chaque semaine une bonne part d'entre eux, mais ce qu'elle met en scène n'est rien d'autre qu'une promesse de bonheur.

En assurant le concurrent que «c'est toujours lui qui a le dernier mot» sur l'offre du banquier, il faut bien dire sans détour qu'elle ment. Tous les concurrents, sans exception, ne sont sur le plateau de tournage que parce qu'ils ont accepté de confier la réalisation de leur bonheur concret au hasard aveugle. Personne, à commencer par le principal intéressé, ne sait pourquoi c'est ce concurrent-ci qui a été élu pour jouer à l'émission plutôt que la centaine d'autres qui avaient postulé.

D'autre part, le «choix» qui revient à l'élu (indiquer quelles valises seront ouvertes) a autant de consistance qu'une partie de roche, papier, ciseau. Les fameux montants d'argent, ficelles du bonheur, sont savamment soustraits à tout regard.

«Choix» après «choix», ce qu'on demande alors au concurrent est de répéter l'opération qui consiste à jouer son bonheur aux dés. Les téléspectateurs, de l'autre côté de l'écran, enregistrent le message. Si lui, qui a la chance d'être invité au *Banquier*, en est réduit à cela, je sais à quoi m'en tenir.

La propension qu'ont les concurrents à faire des choix superstitieux est révélatrice de leur absence de choix réel. La superstition est en effet le seul lieu où peut encore se réfugier l'illusion qu'il y aurait là un choix à faire.

Ainsi, la concurrente demande-t-elle aux beautés de se croiser les doigts et les ortels avant d'ouvrir la valise (émission du 6 octobre). C'est que la chance, au *Banquier*, ne doit rien à celui qui en bénéficie. Le bonheur y est saupoudré les yeux fermés comme par la marraine-fée, un personnage qu'incarnerait l'animatrice. La chance ne demande pas plus d'analyse ou de sagesse que le bonheur n'exige de travail ou de réflexion. Elle sauve sans rendre de comptes.

«Il suffit de tirer le bon numéro», résume Adorno. On a là le principe d'une éradication totale de la subjectivité des individus. «Chacun n'est plus que ce par quoi il peut se substituer à un autre.» L'anonymat devant la chance est à l'image de l'interchangeabilité des travailleurs: radicalement indifférente au bonheur de chacun.

Ainsi, il n'importe au fond à personne de connaître qui joue au *Banquier*. Le bonheur de cet individu n'a de valeur que comme exemple d'une vie pénible sauvée par une force que personne ne contrôle. Devant le bonheur, l'individualité se réduit littéralement à la faculté d'appuyer sur le bouton ou de refermer le couvercle.

Ce qui le prouve est que, de l'autre côté de l'écran, on a les deux millions de Québécois qui, eux, se couchent aussi avancés que la veille et retiennent surtout de leur soirée qu'ils n'ont pas eu la chance de reprendre un peu de ce que le banquier leur prend chaque mois en intérêts sur leurs dettes. Car la chance aveugle ne peut quand même pas sourire à tout le monde. Non, tout le monde ne peut pas être heureux: que mangeraient alors les banquiers? Il faut avoir la chance.

Mais au *Banquier*, cette chance qui donne l'espoir d'une libération se retourne en son contraire, en condamnation. Dans les mots d'Adorno, «la spectatrice ne s'imagine pas seulement l'éventualité de se voir sur l'écran, mais elle saisit encore plus nettement le gouffre qui l'en sépare. Une seule jeune fille peut tirer le gros lot, un seul homme peut devenir célèbre et même si mathématiquement tous ont la même chance, elle est cependant si infime pour chaque individu, qu'il fait mieux d'y renoncer tout de suite et de se réjouir du bonheur de cet autre qu'il pourrait bien être lui-même et qu'il n'est cependant jamais».

En somme, *Le Banquier* tient-il sa promesse de bonheur? La réponse est négative au carré. Loin d'ouvrir l'horizon d'une vie meilleure pour tous, l'émission apporte sa contribution aux forces sociales qui s'appliquent à effacer un tel horizon des esprits. Elle enseigne aux millions de Québécois qui, chaque semaine, cherchent une raison d'espérer, qu'ils feraient bien mieux de se résigner à l'indigence du bonheur que leur société consent à leur offrir.

\* Selon le palmarès établi par la firme BBM: [www.bbm.ca/fr/rapports.html](http://www.bbm.ca/fr/rapports.html). Page consultée le 6 octobre 2008.

■ Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *La Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974.

Vos commentaires et suggestions: [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com).